

ARRÊTÉ DU MAIRE DE GAGNY
(Seine-Saint-Denis)

OBJET : ARRÊTÉ PORTANT GESTION DES OBJETS TROUVÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE GAGNY

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale et notamment son article L. 2212-1 et 2212-2 fixant les pouvoirs de police,

Vu le Code Civil et notamment les articles 717, 1293, 1302, 2262, 2276,

Vu le Code Pénal et notamment les articles 311-1 et suivants et R 610-5,

Vu la loi 110 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité confiant la gestion des objets trouvés à l'Autorité Municipale,

CONSIDÉRANT que de nombreux objets sont régulièrement trouvés sur le territoire de la commune de Gagny,

CONSIDÉRANT que le dépôt des objets trouvés sur la voie publique relève du pouvoir de police du Maire et qu'il peut ainsi prescrire ou réglementer le devenir de ces objets trouvés,

CONSIDÉRANT que dans l'intérêt de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publique et par souci de préservation du droit de la propriété, il y a lieu d'organiser la gestion des objets trouvés et d'en fixer les modalités,

CONSIDÉRANT qu'il convient de réglementer le dépôt des objets trouvés et les délais de garde ainsi que les relations avec le service des domaines,

ARRETE :

Article 1 : Les objets trouvés sur le territoire de Gagny (93220), sur la voie publique, dans un lieu public ou dans un lieu ouvert au public doivent être déposés à la police municipale sis 21 rue du Général Leclerc entre 9h00 et 11h30 et de 13h30 à 17h 00 du lundi au vendredi et de 9h00 à 11h30 le samedi.

En outre, les objets en nombre, remis à l'accueil des grandes surfaces, transports en commun, cinémas, établissements recevant du public, etc doivent être déposés au bureau des objets trouvés, uniquement sur rendez-vous pris par téléphone aux heures d'ouverture de ce dernier. Ces objets devront être déposés dans la limite de 10 par dépôt et par semaine.

Les agents préposés aux objets trouvés sont dans le droit de refuser tout dépôt ne remplissant pas les conditions énoncées dans le présent arrêté. Il en est de même pour ceux faisant l'objet d'un dépôt de plainte pour vol des biens concernés.

Article 2 : Le bureau des objets trouvés est chargé de procéder aux investigations nécessaires aux fins de permettre la restitution de l'objet à son propriétaire, Lorsque l'identité du propriétaire est connue, le bureau des objets trouvés l'en avertit immédiatement.

Article 3 : Chaque objet entrant est inscrit, numéroté et daté sur un registre prévu à cet effet. Ce dernier peut être manuel ou informatique.

Article 4 : Il doit être effectué lors de l'enregistrement une description précise de l'objet. L'agent des objets trouvés est tenu d'indiquer, autant que possible, les éléments suivants :

- Numéro d'inscription,
- Date de la déclaration,

- Lieu, jour et heure de la trouvaille,
- Etat civil, adresse de l'inventeur,
- Description de l'objet trouvé.

L'objet trouvé est étiqueté avec la date d'enregistrement et le numéro d'ordre correspondant à celui de son enregistrement. Il est classé par date dans des containers réservés à cet effet.

Article 5 : Les objets non volumineux sont stockés au Bureau des objets trouvés dans une armoire fermant à clés. Les bijoux, le numéraire et les autres valeurs sont stockés dans une armoire forte. Les deux roues et les objets volumineux sont entreposés dans un local mis à disposition du bureau des objets trouvés par l'Autorité Municipale, dont la clé est à la seule disposition des agents du Bureau des objets trouvés.

Article 6 : Les objets déposés sont restitués à leurs propriétaires s'ils se font connaître dans les délais prévus à l'article 7. A l'expiration du délai, l'objet non réclamé est remis sur sa demande à celui qui en a effectué le dépôt.

Le propriétaire qui désire se faire restituer un objet doit pouvoir justifier de son identité à l'agent préposé aux objets trouvés. Ce dernier lui fait signer le registre lorsque celui-ci est manuel ou un bordereau de restitution lorsque le registre est informatisé, après y avoir apposé la date de restitution.

Article 7 : A défaut de restitution à leur propriétaire, le délai de conservation puis le devenir des objets trouvés se font en fonction de leur nature selon les dispositions suivantes :

NATURE DES OBJETS	DELAÏ DE CONSERVATION	DEVENIR
Objets de valeur tels que par exemple: bijoux, montres, appareils photos, ordinateurs portables, tablettes et autres. .	1 an et 1 jour	Remise à l'inventeur à sa demande. <u>A défaut de réclamation</u> : Transmis à l'administration des domaines pour vente publique ou à une association caritative.
Téléphones portables	1 an et 1 jour	Remise à l'inventeur à sa demande <u>A défaut de réclamation</u> • Remis à un opérateur pour recyclage ou à une association caritative.
Argent liquide (trouvé avec ou sans contenant) et devises étrangères	1 an et 1 jour	Remise à l'inventeur à sa demande. <u>A défaut de réclamation</u> : versement au CCAS de la ville de Gagny. En ce qui concerne, les devises étrangères, seul un échange auprès d'un bureau de change est admis. Les pièces de monnaie non admises seront transmises à la Trésorerie municipale pour destruction. <u>Nota</u> : Les pièces de monnaie et billets n'ayant plus cours légal mais susceptible d'être valorisés sur le marché (ex: monnaies de collection) seront transmis à l'administration des domaines pour vente.

Pièces d'identité, documents officiels, et tous documents nominatifs mentionnant l'adresse du propriétaire	2 mois	<p>2 mois après le délai de conservation, pour toutes pièces d'identité, documents officiels, ou document nominatif, un courrier est adressé à la personne dont l'adresse figure sur ces pièces.</p> <p><u>A défaut de réclamation</u> Les documents officiels sont envoyés à l'administration émettrice si le courrier transmis à leur propriétaire est laissé sans suite ou qu'il revient en NPAI</p> <p>Envoi à la Préfecture ou Sous-préfecture de délivrance,</p> <p>Pour les étrangers au Consulat ou à l'Ambassade du pays qui a émis le document ou pour les français résidant à l'étranger au Ministère des Affaires Etrangères,</p> <p>Les cartes scolaires, de transports, sont adressées au service gestionnaire dans les plus brefs délais.</p>
Cartes vitales	Transmission dans les plus brefs délais	Transmises au centre des cartes vitales perdues - 72087 LE MANS CEDEX
Cartes bancaires, chéquiers	Transmission dans les plus brefs délais	Transmis à l'établissement payeur / émetteur
Cartes diverses : cartes de fidélité par exemple	Dans les plus brefs	Destruction

Contenants : sacs, portefeuilles, et autres	3 mois	<p>Remis à l'inventeur à sa demande.</p> <p><u>A défaut de réclamation.</u> Transmis à l'administration des domaines pour vente publique ou à une association caritative.</p> <p>Destruction immédiate si en mauvais état, problème d'hygiène ou risque</p>
Lunettes : de vue ou de soleil	3 mois	<p>Remis à l'inventeur à sa demande.</p> <p><u>A défaut de réclamation :</u> Transmis à l'administration des domaines pour vente publique, à une association caritative ou à un opticien.</p>
Clés et porte-clés	6 mois	<p>Remis à l'inventeur à sa demande.</p> <p><u>A défaut de réclamation</u> Transmis à une association caritative ou pour destruction — objets remis pour destruction au service technique</p>
Objets divers : parapluies, casques, jouets et autres.	6 mois	<p>Remis à l'inventeur à sa demande.</p> <p><u>A défaut de réclamation</u> Transmis à l'administration des domaines pour vente publique ou à une association caritative.</p> <p>Destruction immédiate si en mauvais état, problème d'hygiène ou risque sanitaire.</p>

Vêtements, textiles divers et autres.	1 mois	Remis à l'inventeur à sa demande. <u>A défaut de réclamation</u> Transmis à une association caritative. Destruction immédiate si en mauvais état, problème d'hygiène ou risque sanitaire.
Deux roues	6 mois et jour	Remis à l'inventeur à sa demande. <u>A défaut de réclamation</u> Transmis à l'administration des domaines pour vente publique ou à l'association "maison du vélo" ou à une association caritative. Destruction si mauvais état — objet remis pour destruction au service technique
Médicaments	Dans les plus brefs délais	Remise à un pharmacien qui en assure la collecte
Denrées alimentaires	Dans les plus brefs délais	Destruction immédiate
Objet cassé ou en mauvaise état	1 mois	Destruction — objets remis pour destruction au service technique

Article 8 : Sont exclus de l'application du présent arrêté portant gestion des objets trouvés sur le territoire de la ville de Gagny, les objets qui sont soumis à une réglementation spécifique, notamment :

- Les objets qui sont qualifiés de déchets au sens de l'article L 541-1-1 et R 541-8 du Code de l'environnement notamment, les produits inflammables, toxiques, dangereux ou explosifs sont exclus des dispositions du présent arrêté et seront refusés en cas de tentative de dépôt,
- Les véhicules automobiles de toutes catégories et les véhicules à moteur immatriculés à 2 ou plusieurs roues, abandonnées sur la voie publique, qui relèvent du Code de la route sont exclus du présent arrêté, Ceux-ci relèvent de la fourrière automobile,
- Les armes à feu, éléments d'armes et munitions, les couteaux et objets contondants, les produits stupéfiants et autres substances illicites sont exclus du présent arrêté et seront refusés en cas de tentative de dépôt. Ceux-ci relèvent de la Police Nationale ou de la Gendarmerie
- Les objets relevant de pièces détachées automobiles et véhicules motorisés à 2 ou plusieurs roues, les objets de manutention, les encombrants qui comprennent notamment les biens d'équipements ménagers usagers et les emballages volumineux d'équipements ménagers, abandonnées sur la voie publique, sont exclus des dispositions du présent arrêté et seront refusés en cas de tentative de dépôt.

Article 9 : Le propriétaire peut faire une procuration écrite à une tierce personne. Cette dernière doit en être munie, justifier de son identité et de celle de son mandant ainsi que, si besoin est, des titres du propriétaire.

Article 10 : Les objets destinés à la destruction ou non repris par l'Administration des domaines en raison de leur mauvais état seront détruits par la ville de Gagny. Les services techniques sont chargés de cette opération dont le devenir est défini comme tel à l'article 7 du présent arrêté. Un procès-verbal de destruction établi en deux exemplaires par le Bureau des objets trouvés sera transmis avec les objets trouvés à détruire, Après destruction et émargement du directeur des services techniques ou de son représentant, en cas d'absence ou d'empêchement, un exemplaire sera archivé au bureau des objets trouvés.

Article 11 : Au-delà d'un an et un jour de garde par le Bureau des objets trouvés, les valeurs en numéraire seront transmises à la Trésorerie Municipale de Gagny. Un procès-verbal de versement est établi en deux exemplaires par le Bureau des objets trouvés et est transmis avec les fonds à remettre.

Article 12 : La mise en vente par l'Administration des domaines sera effectuée après remise desdits objets par le Bureau des objets trouvés au travers d'un procès-verbal informatisé détaillé. Le propriétaire de l'objet pourra toujours exercer l'action en revendication contre l'acquéreur.

Article 13 : En l'absence de réclamation, peut être remis, à sa demande, à l'inventeur à l'issue du délai de conservation au service. L'inventeur n'en devient légalement propriétaire qu'après un délai de 5 ans à compter de la date de déclaration d'objets trouvés. Si pendant ce délai, le véritable propriétaire le réclame, il devra le lui rendre.

Article 14 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 15 : Le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à la Préfecture de Seine-Saint-Denis et publié sur le site de la Ville de Gagny dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Police,
- Monsieur le Directeur de la Tranquillité Urbaine.

Fait à Gagny, le 10 juillet deux mille vingt-trois.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

093-219300324-20230710-ARRETE2023020-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/07/2023

Publication : 12/07/2023

Le Maire, Rolin CRANOLY



Le Maire,
Conseiller Départemental,

Rolin CRANOLY